



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

FOURNITURE MISE EN SERVICE EXPLOITATION ET MAINTENANCE  
D'UNE COLONNE D'ENDOSCOPIE ORL AVEC STROBOSCOPIE

---

**N° du CCAP : 25-GHTA-0078**

**Groupement Hospitalier des Territoires d'Auvergne**  
**Etablissement support CHU de Clermont-Ferrand**  
58 Rue Montalembert  
63003 CLERMONT-FERRAND

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du marché.....	3
1.2 – Type de marché .....	3
1.3 - Décomposition du marché .....	3
1.4 – Conditions d’attribution des bons de commande .....	3
1.5 – Modification du marché .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
4 - Durée et délais d'exécution .....	5
5 – Prix .....	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
5.2 - Modalités de variation des prix .....	6
6 - Garanties Financières .....	6
7 - Avance .....	6
7.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	6
7.2 - Garanties financières de l'avance .....	7
8 - Modalités de règlement des comptes .....	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	7
8.3 - Délai global de paiement.....	8
8.4 - Paiement des cotraitants.....	8
8.5 - Paiement des sous-traitants .....	8
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	8
10 - Constatation de l'exécution des prestations.....	9
10.1 - Vérification et réception.....	9
10.2 - Décision après vérification.....	9
11 - Garantie des prestations .....	9
12 - Pénalités .....	9
12.1 - Pénalités de retard .....	9
12.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance .....	10
12.3 - Pénalités pour travail dissimulé .....	10
12.4 - Autres pénalités.....	10
12.5 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire .....	10
13 - Assurances .....	11
14 - Résiliation du contrat .....	11
14.1 - Conditions de résiliation .....	11
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	11
15 - Règlement des litiges et langues .....	11
16 - Dérogations .....	12

# **1 - Dispositions générales du contrat**

## **1.1 - Objet du marché**

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'acquisition, la mise en service, l'exploitation et la maintenance d'une colonne d'endoscopie ORL avec stroboscopie pour le C.H.U. de Clermont Ferrand.

L'offre de base comprend :

- ⇒ La colonne d'endoscopie avec chariot médical et ses accessoires nécessaires à son exploitation et à l'utilisation d'optiques,
- ⇒ 2 Nasopharyngoscopes souples,
- ⇒ La maintenance à l'attachement de la colonne,
- ⇒ La maintenance préventive et curative des nasopharyngoscopes,
- ⇒ Les mises à jour logicielles.

Le marché s'exécute dans le cadre d'un groupement d'acheteurs constitué sous la forme suivante : groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

Acheteur référent : Groupement Hospitalier des Territoires d'Auvergne Etablissement support CHU de Clermont-Ferrand.

L'acheteur référent aura en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque membre qui serait concerné devra suivre l'exécution de l'accord-cadre.

Acheteurs partenaires :  
S/O

Lieux d'exécution :  
CHU de Clermont Ferrand  
Site Gabriel Montpied  
Consultation ORL  
58 rue Montalembert 63000 Clermont-Ferrand.

## **1.2 – Type de marché**

La prestation principale du marché est la fourniture de l'ensemble du matériel décrit au CCTP 25-GHTA-0064.

Seuls les accessoires, consommables captifs nécessaires à l'exploitation du matériel et les prestations de maintenance feront l'objet de bons de commande émis selon les besoins de l'activité du service.

## **1.3 - Décomposition du marché**

Le présent marché comprend un lot unique.

## **1.4 – Conditions d'attribution des bons de commande**

Les bons de commande seront notifiés par la ou les personnes habilitée(s) dans chaque service concerné au sein de l'établissement.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

### **1.5 – Modification du marché**

Conformément aux articles ci-dessous du code de la commande publique le marché pourra être modifié concernant :

R2194-2 et R2194-3

- Mises à jour logicielles et matérielles (ex. : passage à l'Ultra HD/4K, intégration de nouveaux modules ou accessoires.

R2194-6

- Changement de titulaire du marché quelle qu'en soit la cause sous réserve que le nouveau titulaire présente au moins des capacités juridiques, financières, techniques et professionnelles comparables ou supérieures à celles attendues lors de l'attribution du marché.

Dans ce cas, le titulaire initial s'engage à prévenir le coordonnateur du groupement des lots concernés et des coordonnées du repreneur au moins un mois avant la date de changement de titulaire.

R2194-7

- Ajout de références de fournitures manquantes ou nouvelles respectant la définition technique du besoin tel qu'il est exprimé dans l'intitulé du marché, mais n'occasionnant pas une modification de l'économie du marché.
  - Substitution de référence des matériels ou accessoires sans modification tarifaire.
- Le cas échéant, l'ensemble des nouvelles prestations seront clairement définies dans un document validé par le titulaire du marché et le coordonnateur du groupement.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dont les Bordereaux de Prix Unitaires (BPU) et forfaitaires ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP 25-GHTA-0078) ;
- L'annexe au CCAP Attestation laïcité ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP 25-GHTA-0078) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier réponse technique et SAV ;
- Le cadre réponse critère éco et socio-responsable ;
- Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le titulaire.

### **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### **4 - Durée et délais d'exécution**

#### **4.1– Durée du marché**

Concernant les équipements et matériels associés :

Le marché est conclu pour une période initiale minimum de 2 ans à compter de sa date de notification au titulaire et se termine à la fin de garantie des derniers matériels livrés.

Le titulaire pouvant proposer dans son offre une durée supérieure qui deviendra contractuelle.

Concernant la fourniture des accessoires captifs :

Le marché est conclu pour une période initiale de 4 ans à compter de la date de notification au titulaire.

Concernant la maintenance :

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la date de sortie de garantie du matériel.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

#### **4.2– Reconductions**

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme pour les prestations de maintenance. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### **5 – Prix**

#### **5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par des prix unitaires et forfaitaires selon les stipulations des annexes à l'Acte d'Engagement, les bordereaux de prix unitaires. Les prix du BPU s'entendent en € avec 2 décimales au maximum.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Le prix de la colonne comprend également pour une durée de 5 ans :

- ⇒ La formation sur sites des utilisateurs et des techniciens (niveau 1),
- ⇒ L'ensemble des mises à jour logicielles (licence, upgrade) permettant l'exploitation du matériel dans les conditions définies au cahier des charges.

## **5.2 - Modalités de variation des prix**

Concernant les équipements, les matériels associés et la maintenance :

Le prix de règlement est le prix de l'offre pour toute la durée du marché.

Concernant la fourniture des accessoires captifs :

Le prix de règlement est le prix de l'offre pour une première période de 12 mois à compter de la date de prise d'effet du marché.

Passé ce délai, le prix est révisable en hausse ou en baisse dans les conditions suivantes :

Le titulaire doit adresser aux représentants de chaque établissement concerné par le marché, par envoi recommandé avec accusé de réception (papier ou électronique) sa nouvelle proposition accompagnée de tous les justificatifs, **au plus tard 2 mois** avant l'expiration de la période contractuelle.

Si aucun réexamen n'est effectué à cette date, les prix et/ou modalités précédents seront contractuellement considérés comme les prix et/ou modalités en vigueur pour une nouvelle période de 12 mois.

Clause butoir : Dans tous les cas, la hausse des tarifs sera limitée à 1.5% à chaque revalorisation.

Clause de sauvegarde : Si des variations importantes et imprévisibles sont susceptibles de modifier de façon substantielle l'économie du marché, le titulaire doit en informer le représentant du pouvoir adjudicateur sans délai par Lettre Recommandée avec A.R. dûment accompagnée des pièces justificatives de l'évolution du cours officiel de la prestation concernée et de la décomposition exacte du prix de revient. Dans tous les cas, aucune modification de prix ne peut intervenir sans un accord express du représentant du pouvoir adjudicateur. En cas de désaccord, le marché peut prendre fin selon la décision du pouvoir adjudicateur, sans indemnité pour le titulaire pour la partie non exécutée des marchés.

Réglementation :

Si au cours de la période d'exécution du marché, le prix des prestations jusqu'alors libre, venait à être plafonné par la réglementation, le prix du marché ne pourrait être supérieur au prix plafonné, à partir de la date d'effet de celui-ci.

## **6 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **7 - Avance**

### **7.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **7.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **8 - Modalités de règlement des comptes**

## **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;  
12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

Pour le CHU de Clermont-Ferrand

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26630746100019
- Code service : MI pour la partie investissement
- Code service : MN pour la partie accessoires et consommables captifs
- Code service : CO ou MO pour la partie maintenance
- Numéro d'engagement juridique : EXERCICE/XX/N°DE COMMANDE

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du Pouvoir Adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.



## **10 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **10.1 - Vérification et réception**

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de réceptions prévues pour l'admission des fournitures consistent à s'assurer que les matériels livrés sont conformes aux indications du bon de commande, qu'ils présentent les caractéristiques techniques annoncées par le titulaire dans sa documentation et qu'ils sont en parfait état de fonctionnement.

La date de livraison sera convenue entre le titulaire et le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant.

Le CHU prononcera la réception qualitative dans le délai de 1 mois à compter la mise en service de l'équipement objet du présent marché, accompagné de la formation de l'ensemble des utilisateurs. Un procès-verbal d'admission, sera signé des deux contractants et une copie sera envoyée au prestataire par le profil acheteur.

### **10.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le Pouvoir Adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-FCS.

## **11 - Garantie des prestations**

En dérogation de l'article 33 du CCAG-FCS, les prestations feront l'objet d'une garantie dont la durée et la couverture seront définis dans le cadre de réponse technique complété par le candidat.

Le point de départ est la date de décision après vérification par le Pouvoir Adjudicateur

## **12 - Pénalités**

### **12.1 - Pénalités de retard**

Pour les prestations de maintenance :

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour ouvrable (lundi – vendredi) de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 50€ par jour ouvrable de retard.

Pour la fourniture des consommables et réactifs :

Par dérogation au CCAG FCS, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/50.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

En cas de défaillance du titulaire, l'autorité compétente prendra toutes dispositions aux frais et risques du titulaire pour faire exécuter les prestations.

## 12.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-FCS, les modalités et les conditions d'application des pénalités pour indisponibilité sont les suivantes :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Indisponibilité pour pannes bloquantes suite à intervention	Journalière	100€	sans mise en demeure préalable par jour calendaire de retard
Indisponibilité pannes intermittentes suite à intervention	Journalière	100€	sans mise en demeure préalable par jour calendaire de retard
Non remise en service d'une installation suite à intervention	Forfaitaire	500 €	par manquement et par jour calendaire de blocage de l'installation.

## 12.3 - Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 12.4 - Autres pénalités

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Tenue d'un aspect physique négligé	Forfaitaire	150,00 €	par manquement constaté
Mauvais comportement des agents sur le site	Forfaitaire	1 500,00 €	par cas constaté
Etat d'ivresse	Forfaitaire	2 000,00 €	accompagné du retrait de la personne et affectation d'une nouvelle personne
Introduction d'un tiers non autorisé	Forfaitaire	2 000,00 €	Accompagné du retrait de la personne concernée et affectation d'un nouveau personnel.
Faute lourde (vol, entrée de personnel non habilitée....)	Forfaitaire	8 000,00 €	par cas constaté

## 12.5 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit proposer dans son offre des solutions pour pallier au retard de livraison entraînant un risque de maintien de l'activité (sous-traitance des examens par un autre laboratoire, livraisons de kit pouvant répondre aux besoins du service...).

## **13 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **14 - Résiliation du contrat**

### **14.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le Pouvoir Adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Pouvoir Adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **15 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **16 - Dérogations**

- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 14. 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.